



Conseil de sécurité

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

New York, le 20 décembre 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci Madame la Présidente,

Nous voici à notre dernière séance à l'ordre du jour pour cette année, et je vais faire ma possiblement dernière intervention officielle au nom de la Suisse après deux ans au Conseil. C'est également environ la 70^e réunion consacrée à l'Ukraine. Comme lors de chaque réunion précédente sur ce sujet, je vais réitérer aujourd'hui que l'agression militaire de la Russie est une violation flagrante de la Charte des Nations unies, pour laquelle il n'existe aucune justification. Et je vais, pour la 70^e fois, répéter que la Russie doit immédiatement retirer ses troupes de l'ensemble du territoire ukrainien. Cette répétition est pourtant importante. Nous ne pouvons et ne devons en aucun cas normaliser ce qui est arrivé en Ukraine et qui met en péril notre ordre multilatéral.

Ce Conseil n'a pas pu agir au-delà des discours pendant ces deux dernières années en raison du potentiel vote négatif d'un membre permanent. Et pourtant, le principe qui demande à une partie à un différend de s'abstenir de voter existe, tel qu'inscrit dans l'article 27, para. 3 de la Charte de l'ONU.

Je suis convaincue que, au-delà des discours, ce Conseil doit rester le lieu où le dialogue nous permettra enfin de reprendre le chemin de la paix.

Madame la Présidente,

Je remercie la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, Madame Nakamitsu, de son intervention.

Nous l'avons entendu cette semaine, comme nous l'avons entendu tant de fois auparavant : Le peuple ukrainien continue d'endurer d'immenses souffrances dans cette guerre, dont la durée ne se mesure plus en jours ou en mois, mais en années, et dont la fin n'est pas encore en vue.

Alors que le froid s'installe, les événements récents mettent en évidence le caractère insoutenable de la situation, y compris les attaques de ces dernières 24 heures qui auraient fait des victimes civiles des deux côtés de la ligne de front. Les attaques russes ont endommagé des maisons, des écoles, des hôpitaux et même des missions diplomatiques étrangères à Kyiv. De telles actions sont inacceptables. Les hostilités en cours en Ukraine ajoutent à la souffrance en délabrant et en perturbant les infrastructures et les services essentiels. Des millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens sont confrontés à des risques accrus de détériorations de leurs conditions de vie.

Pour améliorer le sort des civils, je me dois d'insister : Le droit international - en particulier le droit international humanitaire, et les droits humains - doit être respecté par toutes les parties et à tout moment. La population civile et les biens de caractère civil doivent être respectés et protégés.

Madame la Présidente,

L'appel de la communauté internationale en faveur de la paix est sans équivoque. Pourtant, la situation sur le terrain continue de s'aggraver.

Je tiens à réitérer trois messages clés :

1. Tout d'abord, la grave situation actuelle est une conséquence directe de l'agression militaire de la Russie. Et comme je l'ai dit en guise d'introduction, la Suisse continue de condamner cette violation flagrante du droit international, y compris de la Charte des Nations unies.
2. Deuxièmement, cette guerre peut prendre fin à tout moment si la Russie cesse les hostilités et retire ses troupes du territoire ukrainien. D'ici là, l'Ukraine a le droit d'assurer sa sécurité et de défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté.
3. Troisièmement, il est urgent d'intensifier les efforts diplomatiques pour parvenir à une paix juste et durable en Ukraine.

La Suisse réitère son appel à la Russie à respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations unies – obligations que nous tous, Etats membres de l'ONU, nous sommes engagés à respecter.

Nous appelons également les tiers à s'abstenir de toute action susceptible d'alimenter l'agression militaire de la Russie. Nous sommes profondément consternés que celle-ci semble continuer à être renforcée par des transferts d'armes et de munitions vers la Russie. À ceci s'ajoutent des rapports suggérant que des troupes de la République populaire démocratique de Corée seraient non seulement déployées en Russie, mais activement engagées dans les combats. La Suisse exhorte tous les États à se conformer strictement aux obligations qui leur incombent en vertu des accords internationaux sur le contrôle des armements, y compris les résolutions pertinentes de ce Conseil.

Madame la Présidente,

Alors que cette année touche à sa fin et que nous nous tournons vers l'avenir avec des défis, mais aussi des opportunités, la Suisse estime qu'il est de notre responsabilité collective de soutenir les efforts pour parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, ancrée dans les principes de la Charte des Nations unies.

Bien au-delà de la rhétorique, cet appel – l'appel pour une paix « globale, juste et durable », soutenu par une large majorité de l'Assemblée générale – constitue le fondement d'une paix véritable : une paix qui englobe tous les aspects de cette guerre, place le droit international au centre des discussions et exige une solution qui s'inscrive dans la durée. Il s'agit d'un engagement clair en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Cette guerre a été lancée en violation de la Charte des Nations unies. Sa résolution doit la respecter. La confiance mondiale dans nos principes communs et notre sécurité collective en dépend.

Servir et disparaître, c'est dans l'ADN de la Suisse, avec une exception importante : les remerciements. Et donc en conclusion, la Suisse souhaite remercier tous les membres de ce Conseil, le Secrétariat – avec Claudia Banz et toutes ses équipes, les interprètes, et l'ensemble des Etats membres qui nous ont accordé leur confiance pour siéger ici-même durant les deux dernières années. Et je ne voudrais pas oublier de remercier aussi mon équipe, qui a été le compas pour que nous ayons toujours pu avoir le droit international avec nous et pour que nous ayons pu assurer, ou essayer d'assurer, que ce lieu reste un lieu de respect. Nous souhaitons donc ensemble réitérer l'honneur d'avoir accompli cette tâche importante et transmettons nos vœux de succès aux nouveaux membres qui siègeront bientôt dans cette salle.

Je vous remercie.

Thank you, Madam President,

This is our last meeting on the agenda for this year, and I'm going to make my possibly last official intervention on behalf of Switzerland after two years on the Council. This is also about the 70th meeting dedicated to Ukraine. As at every previous meeting on this matter, I once again reiterate today that Russia's military aggression constitutes a flagrant violation of the UN Charter, for which there is no justification. And for the 70th time, I repeat that Russia must immediately withdraw its troops from the entire territory of Ukraine. But this repetition is important. We cannot and must not under any circumstances normalize what has happened in Ukraine, which jeopardizes our multilateral order.

This Council has been unable to act beyond rhetoric for the past two years, due to the potential negative vote of a permanent member. And yet, the principle requiring a party to a dispute to abstain from voting exists, as enshrined in Article 27, para. 3 of the UN Charter.

I am convinced that, rhetoric aside, this Council must remain the place where dialogue will finally enable us to get back on the road to peace.

Madam President,

I thank the High Representative for Disarmament Affairs, Ms Nakamitsu, for her briefing.

We have heard it this week, as we have heard it so many times before: The Ukrainian people continue to endure immense suffering in this war, whose duration is no longer measured in days or months, but in years, and whose end is not yet in sight.

As the cold weather sets in, recent events highlight the unsustainable nature of the situation, including the attacks of the past 24 hours which reportedly caused civilian casualties on both sides of the front line. The Russian attacks damaged homes, schools, hospitals and even foreign diplomatic missions in Kyiv. Such actions are unacceptable. Ongoing hostilities in Ukraine are adding to the suffering by damaging and disrupting essential infrastructure and services. Millions of Ukrainians are facing increased risks of deterioration in their living conditions.

To alleviate the plight of civilians, I must insist: International law - in particular international humanitarian law and human rights - must be respected by all parties at all times. The civilian population and civilian infrastructure must be respected and protected.

Madam President,

The international community's call for peace is unequivocal. Yet the situation on the ground continues to deteriorate.

I would like to reiterate three key messages:

1. First, the current dire situation is a direct consequence of Russia's military aggression. And as I stated at the outset, Switzerland continues to condemn this flagrant violation of international law, including the UN Charter.
2. Second, this war can end at any time if Russia ceases hostilities and withdraws its troops from Ukrainian territory. Until then, Ukraine has the right to ensure its security and defend its territorial integrity and sovereignty.
3. Third, it is urgent to intensify diplomatic efforts to achieve a just and lasting peace in Ukraine.

Switzerland reiterates its call on Russia to respect its obligations under the UN Charter - obligations which all of us, UN member states, have committed to uphold.

We also call on third parties to refrain from any action likely to fuel Russia's military aggression. We are deeply dismayed that this aggression appears to continue to be reinforced by transfers of arms and munitions to Russia. Moreover, reports suggest that troops from the Democratic People's Republic of Korea are not only deployed in Russia, but actively engaged in combat. Switzerland urges all States to

strictly comply with their obligations under international arms control agreements, including the relevant resolutions of this Council.

Madam President,

As this year draws to a close and we look to the future with both challenges and opportunities, Switzerland believes that it is our collective responsibility to support efforts to achieve a comprehensive, just and lasting peace in Ukraine, anchored in the principles of the United Nations Charter.

Far beyond rhetoric, this appeal for a “comprehensive, just and lasting” peace, supported by a large majority of the General Assembly - constitutes the foundation of a genuine peace: a peace that encompasses all aspects of this war, places international law at the center of the discussions and demands a solution that will last. It is a clear commitment to the sovereignty and territorial integrity of Ukraine within its internationally recognized borders.

This war was launched in violation of the United Nations Charter. Its resolution must respect it. Global confidence in our common principles and collective security depends on it.

Serving and disappearing is in Switzerland's DNA, with one important exception: giving thanks. And so in conclusion, Switzerland would like to thank all the members of this Council, the Secretariat - with Claudia Banz and all her teams, the interpreters, and all the Member States who have placed their trust in us to sit here over the past two years. And I would also like to thank my team, who have been the compass that has ensured that we have always been able to have international law with us and that we have been able to ensure, or try to ensure, that this chamber remains a place of respect. So, together, we would like to reiterate the honour of having accomplished this important task, and we wish the new members who will soon be sitting in this chamber every success.

I thank you.